

Nicolas Beau et Catherine Graciet

Quand le Maroc sera islamiste

Éditions La Découverte
9 *bis*, rue Abel-Hovelacque
Paris XIII^e
2006

Les auteurs tiennent à remercier Marie Goupy pour ses précieuses recherches documentaires.

ISBN 2-7071-xxxx-x

En application des articles L 122-10 à L 122-12 du Code de la propriété intellectuelle, toute reproduction à usage collectif par photocopie, intégralement ou partiellement, du présent ouvrage est interdite sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris). Toute autre forme de reproduction, intégrale ou partielle, est également interdite sans autorisation de l'éditeur.

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit d'envoyer vos nom et adresse aux Éditions La Découverte, 9 *bis*, rue Abel-Hovelacque, 75013 Paris. Vous recevrez gratuitement notre bulletin trimestriel **À La Découverte**.

Vous pouvez également retrouver l'ensemble de notre catalogue et nous contacter sur notre site **www.editionsladecouverte.fr**.

© Éditions La Découverte, Paris, 2006.

*À tous nos amis marocains.
Et à nos amis du Journal-Hebdo à Rabat et à ceux du site Bakchich.info à Paris,
qui se battent pour une information libre sur le Maroc.*

Introduction

Mamounia blues

« Je ne comprends pas cette malédiction qui nous poursuit. Je suis triste pour mon pays. Il est riche et ses habitants sont pauvres. Regarde dans quel état l'ont laissé des décennies de mauvaise gestion. Par quel miracle tient-il encore debout après toutes ces années de gabegie ? Les gens honnêtes sont systématiquement écartés, s'ils ne sont pas purement et simplement écrasés ».

Lamrini RIDA, *Les Puissants de Casablanca*, Marsam, Rabat, 1999.

Le 23 juillet 1999, le roi Hassan II disparaît après trente-huit années d'un long règne. Son fils aîné, Mohammed VI lui succède sur le trône. Au Maroc et en France, beaucoup veulent croire à l'avènement d'un régime rajeuni, purifié. Plus encore que sous Hassan II, le Maroc serait devenu un rempart contre les forces de l'islamisme, perçu comme une grave menace, dont la répression a ensanglanté l'Algérie toute proche. Au sein d'un monde arabe et musulman en quête de nouveaux équilibres, le royaume chérifien est vu comme le laboratoire de la modernité.

Et Dieu sait si, en France, des petits télégraphistes entretiennent le mirage marocain. De Dominique Strauss-Kahn, prodiguant ses conseils à l'entourage royal, jusqu'à Bernard-Henri Lévy, recevant en voisin à Marrakech Sa Majesté Mohammed VI. Mais les Français ne sont pas les seuls amis du Palais. Aux États-Unis, les principaux *think tanks*, notamment ceux qui sont proches de l'administration républicaine, veulent croire au rôle moteur du Maroc en matière d'avancées démocratiques. Que de bonnes fêtes, que de célébrations, que d'encouragements pour ce royaume enchanté où progresseraient dans un même élan le statut de la femme, le pluralisme démocratique et l'économie de marché...

Lettres de sang

Hélas, le Maroc nouveau ne va guère ressembler au pays idéal qu'on nous a décrit. Le 16 mai 2003, une opération terroriste de grande envergure frappe Casablanca. Bilan, quarante-cinq morts et plus d'une centaine de blessés. Le Maroc ne constitue

plus l'exception arabe, le royaume fait partie des pays otages du terrorisme. Et au premier rang d'entre eux.

Moins d'un an après les attentats de Casablanca, un autre carnage atteint, le 11 mars 2004 à Madrid, des trains de voyageurs. Le bilan est encore plus lourd : cent quatre-vingt-onze morts et mille quatre cents blessés. Là encore, les vingt-neuf auteurs des attentats sont pour la plupart marocains, souvent originaires de la région de Tanger.

Sous le règne d'Hassan II, le Maroc passait pour un havre de paix et de tranquillité. Le rêve de Sa Majesté avait pris corps. L'Algérie s'effondrant sous la double pression des groupes islamistes radicaux et des forces de sécurité, le royaume chérifien devenait l'interlocuteur privilégié des Occidentaux. Ce monarque éclairé ne recevait-il pas le pape Jean Paul II ? Ne s'entourait-il pas de conseillers juifs, artisans du dialogue entre Israéliens et Palestiniens ? La monarchie marocaine était un roc, l'ultime bastion contre les menaces fondamentalistes. À la fois fascinant et ambigu, ce souverain des mille et une nuits flattait le sentiment monarchique des Français. Exotique, magique, millénaire, le Maroc faisait recette. Reçus fastueusement dans le superbe palace de la Mamounia à Marrakech – où le ministre français des Affaires étrangères passait encore ses vacances de Noël 2005, tous frais payés –, les Occidentaux jugeaient le Maroc performant, notamment sur trois fronts : l'éradication progressive de la drogue, la lutte contre l'immigration clandestine et la guerre contre les réseaux intégristes violents.

Or aujourd'hui, les nombreux experts que nous avons consultés des deux côtés de la Méditerranée ont totalement réévalué leurs positions par rapport aux capacités de défense du royaume. Force est de constater que l'allié marocain a pris du plomb dans l'aile. Le Maroc est devenu le premier producteur mondial de haschich, et tout le monde à Tanger et à Rabat semble s'en accommoder. Les premiers bénéficiaires de ce trafic ne sont-ils pas les piliers des classes dirigeantes marocaines, comme nous le démontrerons dans ce livre ?

Autre faiblesse, du point de vue des instances dirigeantes européennes, le royaume est devenu le passage préféré, *via* les côtes espagnoles, des clandestins venus d'Afrique qui se pressent derrière les barbelés meurtriers des enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla. À Paris, la coopération avec les autorités marocaines est jugée particulièrement mauvaise en matière d'expulsion de sans-papiers. Le Quai d'Orsay

s'en est encore plaint à Rabat, à la mi-2006 : les autorités consulaires marocaines ne délivrent que 30 % des demandes françaises de laissez-passer, contre 45 % pour l'ensemble des pays concernés, et jusqu'à 70 % pour les Algériens.

Mais surtout, les plus lucides des dirigeants occidentaux ont compris – même s'ils se gardent bien de l'avouer publiquement – que le paysage social et politique du pays de Mohammed VI a connu depuis les années 1990 une mutation profonde, et qu'il pourrait bien « basculer » : à leurs yeux, face à l'islamisme, le Maroc se retrouve dans la situation qui était celle de l'Algérie à la veille des élections de 1991, lorsque le Front islamique du salut (FIS) représentait une majorité de la population algérienne. Si le panorama est en vérité plus complexe, il est indiscutable qu'une impressionnante fièvre religieuse a gagné le Maroc, et cela sous trois formes bien distinctes.

Premier pôle, un parti islamiste toléré et même instrumentalisé par le pouvoir, le Parti de la justice et du développement (PJD), pourrait bien rafler la mise lors des élections législatives qui devraient avoir lieu dans l'année 2007. Deuxième pôle, beaucoup plus radical et hostile à la monarchie, celui de la mouvance fondamentaliste de « Justice et Bienfaisance¹ », mobilisant des dizaines de milliers de militants convaincus, qui ont investi le champ social et associatif. Là où l'État a massivement déserté. Troisième composante enfin de cette propagation de l'Islam, beaucoup plus minoritaire mais bien plus dangereuse, celle des courants radicaux qui commencent à infiltrer la société, au point que le Maroc semble être devenu le premier exportateur d'apprentis terroristes en Europe et dans le Sahel.

Un des patrons de l'antiterrorisme en France, resté un des experts en la matière place Beauvau, nous expliquait encore en octobre 2006 : « En matière d'intégrisme, la Tunisie a tout verrouillé et nous ne craignons rien. L'Algérie a réussi à crever l'abcès au prix d'énormes souffrances et de 150 000 morts. Le problème est derrière. En revanche, le Maroc est la région qui est, de loin, la plus inquiétante. Je ne comprends pas tous ces Français qui vont acheter un *riad* à Marrakech, moi, je ne le ferais pas.

¹ « Justice et Bienfaisance » est la traduction de l'arabe *al-'adl wal-Ihsân*. En français, ce mouvement est habituellement désigné par ce nom. Toutefois, depuis le début de 2006, ses dirigeants préfèrent qu'on les appelle « Justice et Spiritualité », car, estiment-ils, cela reflète mieux leur programme. Nous nous en tiendrons dans ce livre à l'appellation française utilisée de longue date par tous les spécialistes du Maroc.

Souvent, ceux-là expliquent : mais les Marocains sont si gentils ! C'est vrai, ils sont gentils, mais la situation est dangereuse². » Et le même grand flic d'ajouter : « Le Maroc, c'est la Russie en 1916. »

Coup de tonnerre

Fin juillet 2006, les services marocains affirmaient qu'ils avaient découvert de nouvelles cellules terroristes : cinquante-deux personnes étaient arrêtées, dont une petite dizaine de militaires et de policiers. Deux épouses de pilotes de Royal Air Maroc étaient également interpellées. Les autorités de Rabat prétendaient même que des attentats ciblés étaient prévus contre des personnalités du régime, officiellement des ministres.

Du coup, les services de renseignement de l'armée ont été entièrement réorganisés et leur patron, le général Mohamed Belbachir, brutalement écarté. Le 14 septembre, le système sécuritaire était lui aussi réorganisé avec la révocation du puissant général Hamidou Laânigri, directeur général de la sûreté nationale, relégué au poste infâmant d'inspecteur général des forces auxiliaires, autrement dit la surveillance des cordons de sécurité... C'est dire à quel point le régime paraît fragilisé.

Même une partie de la presse française, qui regardait le Maroc avec les yeux de Chimène, commence à réaliser l'étendue des périls. Ainsi Raphaël Mergui écrit-il alors dans l'hebdomadaire *Marianne*³, qui ne passe pas pour très antimarocain : « L'islamisme radical recrute désormais autant dans les quartiers huppés ou les casernes que dans les bidonvilles. Et c'est nouveau⁴. » C'est nouveau en tout cas pour les lecteurs de *Marianne*, dont le patron Jean-François Kahn passe volontiers ses réveillons avec DSK et BHL dans les luxueux *riads* de Marrakech. Et le journaliste de conclure : « Les jihadistes sont en train de faire leur miel des frustrations et des rancunes de tous ceux qui ont perdu un peu de pouvoir et d'influence. Sans parler de ceux qui n'en ont jamais eu. »

Les élites marocaines ne peuvent plus s'exonérer à bon compte de ces menaces

² Entretien avec l'un des auteurs, 18 octobre 2006.

³ Un des principaux actionnaires de *Marianne* fut longtemps Robert Asseraf, ancien directeur général de l'ONA, le holding qui regroupe les actifs de la famille royale.

⁴ *Marianne*, 9-15 septembre 2006.

islamistes, en dénonçant un peu facilement la pieuvre d'Al-Qaida dont les racines plongeraient loin, très loin du Maroc, quelque part entre Djedda et Lahore. Le terrorisme est un acte dévoyé, monstrueux, absurde, mais il reflète d'abord le naufrage de la société qui l'a engendré. C'est la réponse irrationnelle à une situation irrationnelle de blocage et de désespoir. Le nihilisme qu'il traduit reflète le vide d'un pouvoir sans projet. Impunité, dénégation, double langage, servilité, verrouillage, enrichissement sans causes, autant de signes annonciateurs au Maroc d'un délitement général.

D'où la question qui a hanté les auteurs de ce livre : le *Titanic* marocain ne foncerait-il pas vers l'iceberg ? Pourquoi la moitié de la population vit-elle encore en dessous du seuil de pauvreté dans les gigantesques bidonvilles de la périphérie de Casablanca et des grandes villes marocaines ? « Si les langues se délient au Maroc, les ventres sont toujours creux. » Cet aimable jugement n'émane pas d'un ennemi du royaume, bien au contraire. Il figurait dans un numéro hors série que les journalistes de l'hebdomadaire *Jeune Afrique*, au mieux avec les autorités marocaines, ont fait paraître au printemps 2005.

Les notes et rapports confidentiels que les auteurs de ce livre se sont procurés montrent l'étendue du désastre économique. Ainsi, au printemps 2005, les experts du cabinet McKinsey engagés par le gouvernement marocain sont arrivés à la conclusion que le pays avait simplement raté le coche de la mondialisation et ne présentait plus aucun avantage compétitif.

Face à la montée des périls, les élites marocaines ne veulent rien apprendre, rien oublier, et surtout pas abandonner leurs sinécures dorées. La bourgeoisie francophone de Casablanca se prélassait sur les terrasses fleuries du quartier résidentiel d'Anfa. Le gotha parisien se presse au festival de cinéma de Marrakech, avec en têtes d'affiche Djamel Debbouze et BHL. Le conseiller du roi, André Azoulay, qui incarna, à la fin du règne d'Hassan II, l'espoir d'un redressement d'un royaume, pérorait en Espagne à la Fondation des trois cultures sur la Méditerranée éternelle. Et une classe dirigeante sans scrupules vit en apesanteur.

Le sursaut ? Il aurait pu venir de l'ouverture politique d'Hassan II, poursuivie par Mohammed VI, qui augurait, selon certains, d'une vie parlementaire pluraliste et

créative. Or il n'en a rien été. Le jeu politique se réduit toujours au jeu des cooptations et des répartitions de sinécures entre les vieux partis (l'Istiqlal et l'USFP) et quelques nouveaux venus comme les islamistes bien élevés et reconnus du PJD. Sur fond d'indifférence de la population : les élections de 2002 ont montré que la moitié des Marocains au moins ne prend pas le chemin des urnes et ne se reconnaît pas dans ces jeux stériles.

Dans les coulisses du pouvoir, le frère cadet de Mohammed VI, Moulay Rachid, ne reste pas inactif, toujours en contact avec les fils de l'ancien ministre de l'Intérieur d'Hassan II, le redouté Driss Basri, aujourd'hui exilé en France. Faute de base sociale et faute d'équipe, le cousin de M6, le prince Moulay Hicham, qui s'était posé en recours dans le cadre d'une évolution démocratique du régime, se fait quant à lui discret depuis 2005, partageant sa vie entre le Golfe et les États-Unis.

Une vaste névrose d'échec

La science politique devrait s'intéresser à la névrose d'échec qui a saisi tout un pays. Toujours remis à demain, le dossier du Sahara, un enjeu considérable pour la monarchie et largement sous-estimé à Paris, est emblématique de l'impuissance du régime. Le citoyen marocain constate avec stupeur que, trente ans après la « Marche verte » initiée par Hassan II en 1975 pour affirmer la marocanité de cette ancienne colonie espagnole et souder l'unité nationale, l'aventure n'est pas soldée. Longtemps, le régime a traîné pour résoudre le problème, espérant ainsi éloigner une armée de 130 000 hommes des centres de pouvoir après les deux tentatives de coup d'État de 1971 et 1972. « Enrichissez-vous », avait conseillé Hassan II aux généraux marocains, ponctionnez l'économie informelle et les gros contrats d'armements, mais ne vous mêlez plus de politique. Le calcul n'était pas sot. Sauf que le Sahara, pierre de touche du sentiment national, reste tiraillé par des forces centrifuges et peu désireux d'être placé sous l'ombrelle du royaume. Dernière humiliation, les villes de Ceuta et Melilla sont toujours sous contrôle espagnol.

Pourquoi tous ces blocages ? À quoi riment ces silences sur autant de désastres annoncés ? Comment le Maroc boude-t-il ses multiples potentialités ? Dès son avènement, Mohammed VI fut crédité des meilleures intentions du monde. Mais la

machine n'a pas embrayé. Et le roi est apparu comme un velléitaire, qui conservait certains travers de son père, sans avoir hérité son sens de l'histoire. Car au-delà de sa cruauté, Hassan II était bien ce « guetteur d'ombre, qui discerne les premières lueurs de l'aube, tragiques ou apaisées » que Michel Jobert, l'ancien ministre de Pompidou puis de Mitterrand, avait dépeint.

Avec ce mélange d'irrationalité et d'inversion des valeurs, de perte des repères et de vide des idées, le régime marocain est devenu une sorte de pouvoir mou, qui n'en finit pas d'accumuler des victoires à la Pyrrhus. La vérité, la voici : depuis le début des années 2000, la marmite marocaine a commencé à bouillir. Et à grosses bulles.

C'est de cette réalité dont nous avons voulu rendre compte dans ce livre. Nous avons tenté d'abord de décrire la réalité de la déferlante islamiste, en distinguant clairement les formes contrastées que prend cette fièvre religieuse. Car en Europe, on pratique un peu vite l'amalgame entre les notables pieux, les fondamentalistes non violents et les poseurs de bombe. Leurs origines, leurs objectifs et leurs méthodes ont pourtant peu de points en commun.

Ensuite, nous décrirons les origines des blocages économiques et sociaux que vit aujourd'hui le Maroc. Un peu d'histoire économique permettra de retracer la généalogie de cette gangrène qu'est la corruption au Maroc, alimentée, on le verra, par les pratiques de grandes entreprises occidentales, dont beaucoup sont françaises... Ce pays dispose d'atouts immenses, mais aucun développement durable ne peut prendre racine dans un terreau affairiste aussi généralisé.

Enfin, avec la prudence qui s'impose, nous tracerons les scénarios possibles auxquels le Maroc pourrait être confronté dans les années qui viennent. Sans être devin, on peut affirmer que deux périls menacent le royaume : une révolution de palais, qui prétendrait juguler les périls à la manière forte et dont on a le sentiment qu'elle est dans l'ombre encouragée par le propre frère du roi, Moulay Rachid ; ou l'instauration brutale d'un califat islamiste. Dans les deux cas, le Maroc perdrait assurément le savant dosage de tradition et de modernité qui fut sa force jusqu'à présent.

Entre ces deux écueils, il y a sans doute place pour la voie étroite de la réforme conduite par un roi qui aurait pris – enfin ! – conscience de la montée des périls. Le

sursaut ne peut venir que d'en haut dans un royaume où les classes dirigeantes et leurs amis français paraissent englués dans une *dolce vita* aussi vaine que suicidaire.

